

# Intelligence artificielle : le conseil d'éthique de Google déjà enterré

Le 26 mars dernier, en grande pompe dans le cadre du salon MIT Technology Review, Google [annonçait](#) la création d'un conseil d'éthique pour l'intelligence artificielle : Advanced Technology External Advisory Council (ATEAC).

Pour le piloter, des personnalités de tous bords, des politiques, des économistes, des professeurs, des chefs d'entreprise... Le but : encadrer ses projets en intelligence artificielle pour respecter la protection de données, sa neutralité et la transparence.

## Une pétition lancée par des centaines d'employés de Google

Sauf que les membres de ce comité sont pour certains juge et partie, et une pétition lancée et signée par des centaines d'employés de Google a eu raison de ce projet.

Certains universitaires s'en étaient déjà dégagés en découvrant les noms des autres membres et des activistes demandaient notamment le départ de Dyan Gibbens, P-dg de Trumbull Unmanned, une entreprise spécialisée dans les technologies de drones.

L'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins militaires fait partie des sujets de discorde, et pour l'instant, ce projet de conseil éthique est donc suspendu.

## Déjà un désaccord avec le projet Marven

[En juin dernier](#), Google avait édicté une liste de [7 principes](#) concernant ses activités dans le domaine de l'IA (Intelligence Artificielle). Ces principes constituent un modèle que tout développeur de logiciel IA doit respecter en interne.

Ils affirment que Google ne travaillera pas sur des projets de surveillance d'IA qui violent des «normes internationales et acceptées» ou des projets qui contreviennent aux «principes largement reconnus du droit international et des droits humains».

Cette initiative était destinée à lever les inquiétudes concernant l'implication de Google dans le Projet Maven visant à appliquer l'IA aux images saisies par les drones. Plus de 4600 employés lui avaient purement et simplement demandé de se retirer du projet. Témoignage de la gronde, 13 employés avaient même démissionné.

Les protestations du personnel avaient poussé Google à ne pas renouveler ce contrat.